

Publié le 25 Novembre 2017

**Double face de la pièce**

## **Croissance en hausse mais chômage qui progresse... mais comment expliquer l'incohérence des chiffres de l'économie française ?**



**Alors que les chiffres de la croissance ont été revus à la hausse, le chômage a progressé en octobre de 0,2 %.**



Avec [Pierre-François Gouiffès](#)  
[Voir la bio en entier](#)

**Atlantico : Selon les chiffres dévoilés vendredi 24 novembre par la Dares, le chômage repart à la hausse pour le mois d'octobre, soit + 0,2 %. Alors que les chiffres de la croissance ont été revus à la hausse et que le secteur privé est annoncé « en pleine forme », comment expliquer un tel paradoxe d'un chômage qui progresse ?**

**Pierre-François Gouiffès :** La situation est plutôt celle d'une stabilisation du chômage à un niveau élevé en ce qui concerne la catégorie A, mais avec une poursuite légère mais réelle de la hausse des demandeurs d'emploi qui ont une activité réduite (catégories B et C). Après la baisse très significative de septembre, on repart donc légèrement à la hausse en octobre et on ne peut que constater le caractère volatil des statistiques de Pole Emploi

avec six mois de hausse et quatre mois de baisse depuis janvier 2017. Cette volatilité et les difficultés qui en découlent en matière d'interprétation semblent donner raison à la ministre Muriel Pénicaud qui ne commente plus les chiffres mensuels et va mettre en place un système de restitution trimestriel à compter de 2018 et caler ses commentaires sur cette périodicité.

Quelles sont les explications envisageables au regard de la bonne conjoncture observée dans le secteur privé ? Il faut séparer le secteur de l'emploi public et parapublic de l'emploi privé. Concernant l'emploi public, l'heure n'est plus au recrutement et on est en période de déstockage tant pour les contrats aidés que pour les dispositifs de stage mise en place en 2016 par François Hollande. Si recrutement il y a, c'est dans le secteur privé mais avec éventuellement le phénomène de retour vers la recherche de personnes découragées de recherche (« le halo »), ce qui augmente au moins provisoirement le stock de demandeurs.

## **Peut-on considérer que l'enthousiasme des milieux d'affaire, qui serait la conséquence de l'élection d'Emmanuel Macron et des réformes envisagées serait décalé par rapport aux effets sur l'économie réelle ?**

L'élection a eu lieu il y a moins de six mois et seules quelques réformes ont été mises en place, particulièrement dans le champ de l'emploi avec les ordonnances du 22 septembre dernier. Donc l'impact peut être retardé sur les prochaines années quant à la fluidification du marché du travail.

Un point important concerne la hausse des demandeurs de la catégorie C, à la recherche d'un nouvel emploi mais travaillant plus de 78 heures par mois soit près de 20 heures par semaine. Ces demandeurs ont augmenté de plus de dix pour cent en un an, ce qui pourrait signifier une reprise de l'emploi mais d'abord sur un format réduit et hors CDI.

## **A quoi peut on s'attendre pour les mois prochains ? Les réformes permettront elles de faire baisser le chômage ?**

On peut espérer que la bonne conjoncture dans le secteur privé se traduira à un moment dans les embauches. Un autre point conjoncturel concerne l'impact de l'action de l'équipe en place, avec l'opposition classique entre court et moyen/long terme : plus les réformes seront ambitieuses (par exemple dans le domaine des finances publiques), plus l'impact sur l'emploi risque d'être plutôt négatif à court terme mais bénéfique ensuite.

Dès 2018, on passe et c'est une bonne chose à une analyse de l'évolution structurelle du chômage de la France, qui reste beaucoup plus élevé que celui de la plupart de ses pairs en Europe ou dans l'OCDE.

Emmanuel Macron a évoqué dans sa campagne un objectif d'un retour du taux de chômage dans la zone de 7% contre 9-10 % aujourd'hui. Un objectif motivant et exigeant au regard par exemple de deux éléments structurellement défavorables du chômage en France : la forte flambée du chômage des plus de 50 ans depuis très longtemps maintenant, et la proportion élevée des chômeurs de longue durée : près de 45% des demandeurs d'emploi le sont depuis un an ou plus.